



Lettre n°69 du 9 décembre 2018

Gilets jaunes, climat, révolte des jeunes, luttes des salariés Contre un pouvoir aux abois, la réponse dépend du monde du travail Tous ensemble !

Macron n'a pas réussi à transmettre sa peur à tout le pays. Malgré un énorme déploiement policier, les chars de la gendarmerie dans les rues des grandes villes, Paris en état de siège, une mise en scène jouée en boucle par les médias, l'intox comme quoi tout manifestant devenait un casseur, les mobilisations des gilets jaunes n'ont pas faibli, la jeunesse les a rejoints et les manifestations pour le climat ont fait le plein, souvent la convergence a eu lieu.

Un profond sentiment de colère et de dégoût gagne l'opinion devant ce déploiement policier, la répression par un État muet et sans réponse aux exigences populaires. Comme devant cette vidéo odieuse qui montre 148 jeunes lycéens à Mantes-la-Jolie contraints par les sbires du pouvoir à s'agenouiller, à mettre leurs mains sur la tête, certains d'entre eux face à un mur.

Cette image résume la politique d'un gouvernement aux abois qui a perdu le contrôle de la situation et de lui-même, faire peur, intimider, humilier. Même ses plus proches ! Le Premier Ministre est désavoué dans la même journée par Macron pour deux jours après, samedi soir, apparaît à côté du pitoyable ministre de l'Intérieur, contraint d'en assumer le bilan tout en le renvoyant au second rôle !

Le jeu pervers de Macron-Benalla est la sinistre double face de ce pouvoir qui s'est hissé sur la faillite des vieux partis de droite et de gauche, rassemblant autour de lui des arrivistes opportunistes nouveaux promus avec comme seul appui le pouvoir du capital, des riches.

Plus personne ne croit en ce gouvernement. Même au sein de l'appareil d'État, voire des classes dirigeantes, il a perdu son crédit, Macron n'est plus l'homme de leurs réformes mais devient celui du désordre et de l'impuissance. C'est bien pourquoi il invite les dits partenaires sociaux ou corps intermédiaires à l'Élysée, lundi matin, pour tenter de réaliser une union nationale institutionnelle pour affronter les classes populaires avant de s'adresser à l'ensemble du pays.

Cette nouvelle manœuvre ne lui suffira pas pour reprendre la main. Il y a fort à parier que, pris dans sa logique d'affrontement, il cédera sans céder, comme il a cherché vainement à annuler la taxe carbone sans l'annuler. Il mettra de l'huile sur le feu, incapable de répondre aux exigences minimum du mouvement, le SMIC, les salaires, les pensions et les minimas sociaux.

L'acte V à venir est celui de l'affrontement pour ces exigences essentielles. Le mouvement des gilets jaunes n'en a pas à lui seul la force, il est indispensable que les travailleurs s'engagent dans le mouvement par la grève.

Pour cela, il leur faut bousculer les routines et la passivité des directions syndicales dont la politique est scandaleuse.

Jeudi dernier, en pleine campagne du gouvernement identifiant la révolte des gilets jaunes à des casseurs, depuis le siège de la CFDT, une déclaration unitaire CFDT, CGC, FO, UNSA, CFTC, FSU et CGT apportait, de fait, son soutien à ce dernier ! Elle se félicitait, « *le gouvernement, avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue* ». Et de poursuivre : « *Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications* ». Quelle indignité !

Un coup dans le dos aussi de tous les militants qui, localement, sont aux côtés des gilets jaunes et des jeunes. Au point que la CGT s'est sentie obligée de désavouer sa première signature dans un communiqué, condamnant les violences policières et refusant de participer à la mascarade de concertation de Pénicaud. Volte face qui vaut à Martinez d'être accusé de « *double jeu préjudiciable pour ne pas dire irresponsable* » par la presse de droite.

C'est à nous, aux travailleurs de rompre avec ce double jeu qui est au cœur des défaites accumulées depuis des années, au cœur des déceptions, des démoralisations qui laissent le terrain à l'influence délétère des idées réactionnaires de la droite extrême et de l'extrême droite qui

aujourd'hui voudraient dévoyer la révolte, la récupérer pour leur compte électoral.

La réponse à l'agression du gouvernement est sur nos lieux de travail, elle est entre les mains des milliers de salariés qui ont construit les mobilisations depuis 2016, entre les mains des militants syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier. Les jours qui viennent vont compter. Ils sont l'occasion, pour une large fraction du monde du travail, de rompre avec la politique faillie de collaboration de classes des directions syndicales comme avec le jeu institutionnel des partis de la gauche.

Nous avons besoin de nous réunir, de tenir des AG, de discuter des moyens de faire capituler le gouvernement. Il nous faut discuter d'une politique pour la classe ouvrière et des moyens d'aider les jeunes pour construire un mouvement d'ensemble, une grève générale sur notre terrain de classe, solidaires des gilets jaunes, à leurs côtés mais avec nos armes, en prenant en main nos luttes, en les contrôlant nous-mêmes.

Nous pouvons faire du 14 décembre, journée d'action appelée par la CGT pour faire diversion, une journée de grèves et de manifestations pour les revendications de l'ensemble du monde du travail, avec les gilets jaunes, une étape vers la grève générale pour bloquer le pays.

Bien des commentateurs ou des politiciens parlent de moment historique à propos des jours que nous vivons. Oui, les classes exploitées, les travailleurs, la jeunesse sont en train d'écrire l'introduction d'un profond mouvement démocratique et révolutionnaire, les premières pages d'un nouvel épisode de la longue bataille pour transformer la société, en finir avec le capitalisme pour construire un monde socialiste, communiste.

Face à la faillite de la gauche dite sociale et politique qui depuis des décennies a servi les intérêts de la bourgeoisie, la révolte sociale trouve de nouveaux moyens d'ex-

pression, se dégage des appareils, prend sa lutte en main, s'organise, se bat en osant rompre les cadres établis, les conformismes, le jeu institutionnel de la collaboration de classe.

Elle trouve sur sa route de faux amis qui la flattent pour mieux la faire rentrer dans le droit chemin du jeu politique institutionnel pour leur compte à eux, au final celui de Marine Le Pen.

La montée des préjugés réactionnaires nourrie par la faillite des forces dites progressistes mais totalement intégrées au capitalisme leur offre un terrain favorable. Il serait aveugle de minimiser leur importance dont témoignent les drapeaux tricolores ou de vibrantes marseillaises, voire une porosité aux propos xénophobes comme semblent l'indiquer les propos hostiles au pacte sur l'immigration de l'ONU qui circulent sur les réseaux « gilets jaunes ».

Mais rien n'est écrit. La situation peut basculer si le monde du travail, ses militants reprennent l'offensive avec leur drapeau, en portant une perspective pour le mouvement des gilets jaunes, pour la jeunesse, pour le monde du travail et l'ensemble de la société pour résoudre la question sociale et la question climatique, en en finissant avec le règne mondialisé du profit et de la concurrence.

A travers le mouvement, dans les entreprises, les facs et les lycées, le parti de la convergence des luttes qui est né à travers les mobilisations des années passées se renforce, surmonte ses divisions, s'unifie. Il a devant lui de vastes tâches, historiques, celles de reconstruire un mouvement ouvrier démocratique et révolutionnaire, socialiste et communiste rompant avec le dialogue social, la collaboration de classe avec toute forme de nationalisme, pour parler à haute voix le langage internationaliste de sa classe.

C'est l'étape en cours pour faire reculer Macron et ses maîtres capitalistes.